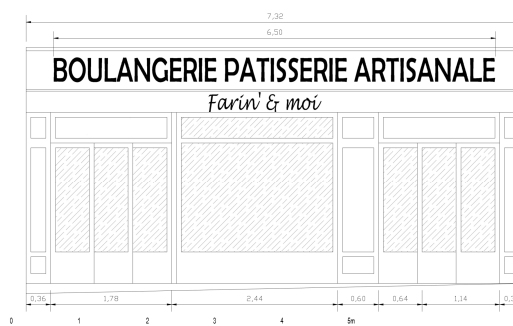


RENOVATION D'UNE BOULANGERIE

45340 BEAUNE-LA-ROLANDE



MAITRE D'OUVRAGE

MAIRIE DE BEAUNE LA ROLANDE

Lot n°13

ELECTRICITE

CCTP

MAITRE D'OEUVRE :

SOPHIE PROT ARCHITECTURE
Imp. du Chaudron,
95370, Montigny-lès-Cormeilles
Tél : 06 08 60 37 56
Mél : prot.sophie@gmail.com

ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION :

be² ingenierie
95240, Cormeilles-en-Parisis
Mél : contact@be2ingenierie.com




SOPHIE PROT

be²

Dossier	R01
Date	17/03/2024
Phase	DCE
Indice	0



Code	Désignation
13.1	GENERALITES
13.1.1	Présentation du projet <p>Le présent CCTP a pour objet de définir tous les travaux du lot 13 ELECTRICITE, nécessaires pour la réalisation de l'ensemble du projet.</p> <p>Projet : Rénovation d'une boulangerie Adresse : Place du marché, 45340 BEAUNE-LA-ROLANDE</p>
13.1.2	Phase de réponse à l'appel d'offres <p>Complétude de la proposition transmise par l'entrepreneur Par le dépôt de sa soumission, l'entrepreneur reconnaît :</p> <p>Avoir pris totalement connaissance des différents plans et documents transmis par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. En particulier, l'entrepreneur reconnaît avoir étudié les prescriptions de l'ensemble des lots et non uniquement celles du ou des lots auxquels il répond. Il doit prévoir tous les matériaux, appareils, matériels indispensables au parfait achèvement de ses ouvrages, même s'ils ne sont pas expressément mentionnés à la partie correspondante du CCTP dès lors qu'ils sont nécessaires à la réalisation des ouvrages conformément aux règles de l'art.</p> <p>Avoir effectué une visite approfondie du terrain et constaté toutes les sujétions relatives aux emplacements et dimensions des ouvrages existants, aux accès et abords du chantier, aux problèmes d'alimentation en eau et électricité et à l'emplacement des décharges publiques.</p> <p>Avoir suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis sur les plans et CCTP, charge pour lui de recueillir auprès du maître d'œuvre toutes précisions qu'il jugerait nécessaires pour la parfaite connaissance des ouvrages à réaliser et la fixation de son prix. Dans le cas où l'entrepreneur constaterait une contradiction entre le C.C.T.P. et les règlements en vigueur, il donnera priorité aux règlements et fixera son prix en conséquence.</p> <p>Avoir établi son offre en tenant compte du calendrier général des travaux et des interventions ponctuelles nécessaires au bon déroulement des prestations.</p> <p>Toutes les remarques, suggestions ou réserves que l'entrepreneur serait amené à formuler devront accompagner sa proposition de prix assortie des plus ou moins-values correspondantes. Il ne sera accordé aucune plus-value en cas de fractionnement.</p> <p>Remplacement des matériaux et matériels</p> <p>Le présent document précise, dans certains cas, des matériaux et appareils définis par l'indication d'une marque de fabrication. Il est expressément stipulé que cette précision n'est donnée qu'à titre indicatif, pour préciser les caractéristiques techniques exigées. En conséquence, l'entrepreneur a la possibilité, s'il le juge nécessaire, de proposer d'autres matériaux et appareils sous réserve qu'ils aient les mêmes caractéristiques techniques. L'appréciation de la similitude des matériaux et appareils revient au maître d'ouvrage.</p> <p>Propositions alternatives</p> <p>L'entrepreneur est libre de proposer des variantes aux prescriptions du présent CCTP. Ces variantes devront être proposées hors soumission, accompagnée d'un devis descriptif et quantitatif détaillé, permettant au maître d'ouvrage de comparer objectivement les différentes propositions. Chaque type de variante englobera ipso facto toutes les conséquences dues au titre des prestations des autres entrepreneurs.</p> <p>Assurance</p> <p>L'entrepreneur est libre de proposer des variantes aux prescriptions du présent CCTP. Ces variantes devront être proposées hors soumission, accompagnée d'un devis descriptif et quantitatif détaillé, permettant au maître d'ouvrage de comparer objectivement les différentes propositions. Chaque type de variante englobera ipso facto toutes les conséquences dues au titre des prestations des autres entrepreneurs.</p>
13.1.3	Organisation générale du chantier <p>Autorisations administratives</p> <p>L'entrepreneur doit se mettre en rapport avec les services officiels intéressés et ceux des compagnies concessionnaires pour obtenir tous renseignements utiles à l'exécution de ses ouvrages. Les démarches nécessaires à l'obtention des autorisations d'occupation de voirie et d'installation d'une benne à gravats sont à la charge de chaque entrepreneur. Le lieu d'implantation des bennes à gravats devra obtenir l'accord préalable du maître d'œuvre.</p> <p>Hygiène et sécurité du chantier</p> <p>L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait qu'il devra prendre toutes les mesures pour assurer la sécurité des personnels, des résidents et des riverains autour du chantier et ne causer aucun dommage aux constructions voisines existantes. L'entrepreneur titulaire de chaque lot devra à cette fin se coordonner avec tous les autres entrepreneurs afin de convenir avec eux des dispositions communes à adopter.</p> <p>En cas de travaux à risque, l'entrepreneur est tenu d'informer le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage par écrit avant son intervention. Il fera approuver par le maître d'œuvre les dispositifs de sécurité envisagés et sa méthodologie de travail. En cas de non-respect de cette démarche, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences de ces travaux. Les entrepreneurs respecteront les dispositions des règlements en vigueur et notamment ceux du règlement sanitaire du département.</p> <p>Les camions seront chargés de façon à interdire toutes chutes de terre, gravats ou objets quelconques. Aucun objet ne devra choir ou être déposé sur le domaine public ou celui des voisins (sauf autorisation préalable). Il est interdit d'évacuer les gravats par les baies des étages. Des goulottes devront être installées à cet effet.</p> <p>Coordination entre les entrepreneurs</p>

 SOPHIE PROT		R01 - Rénovation d'une boulangerie 45340 BEAUNE-LA-ROLANDE	CCTP - Lot n°13 ELECTRICITE DCE - Edition du 17/03/2024
Code		Désignation	
		<p>Les entrepreneurs sont tenus de suivre réciproquement leurs prestations, de ne pas se gêner, de s'entendre sur ce qu'ils ont de commun, de reconnaître par avance tout ce qui intéresse leur exécution, de fournir les indications nécessaires, de s'assurer qu'elles sont exactement suivies, et, en cas de contestations, d'en référer immédiatement au maître d'œuvre. Ils sont responsables des conséquences pouvant résulter des dérogations à ces obligations. En cas de litige entre les entrepreneurs, le maître d'œuvre tranchera sans que les entrepreneurs ne puissent élever aucune protestation. Chaque entrepreneur devra prendre sous sa responsabilité et à ses frais toutes les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux matériaux, appareils, matériels et ouvrages des autres entrepreneurs.</p> <p>Réunions de chantier</p> <p>Les réunions de chantier seront tenues sur une base hebdomadaire. Elles seront fixées par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion, l'entrepreneur encourt une pénalité.</p> <p>Nettoyage du chantier, entretien et remise en état des abords</p> <p>Les entrepreneurs doivent laisser les lieux propres après chacun de leurs passages. Chaque entrepreneur assurera à ses frais l'évacuation de ses gravats, débris et emballages aussi souvent qu'il sera nécessaire, ainsi que leur transport à la décharge publique. Chaque entrepreneur remettra les ouvrages ou parties d'ouvrage dans un état de propreté et de finition parfaite aux entrepreneurs lui succédant. En cas de négligence d'un entrepreneur, le maître d'œuvre pourra prescrire le nettoyage du chantier par un autre entrepreneur aux frais de l'entrepreneur défaillant. Les entrepreneurs devront prendre toutes les précautions nécessaires pour maintenir en parfait état de propreté les voies utilisées. Ils devront prendre toutes mesures nécessaires à la sauvegarde de tous les éléments existants de la voie publique (bordures de trottoirs, plantations, regards, etc...) et assurer à leurs frais la remise en état de toutes détériorations éventuelles.</p>	
13.1.4	<p>Phase préalable à la prestation de chaque entrepreneur</p> <p>Désignation d'un représentant</p> <p>Chaque entrepreneur devra présenter à l'agrément du maître d'œuvre un représentant capable de le remplacer et de prendre les décisions à sa place, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue en raison de l'absence de ce dernier. Dans le cas où l'entrepreneur n'est pas valablement représenté, il sera considéré comme absent et les décisions, en son absence, lui seront imposées sans appel.</p> <p>Accès au chantier</p> <p>Il sera fourni à chaque entrepreneur un jeu de clé pour accéder au chantier, charge à lui de le mettre à disposition de ses personnels.</p> <p>Fourniture de plans et documents techniques</p> <p>Aussitôt après la signature du marché, l'entrepreneur doit établir et soumettre à l'approbation du maître d'œuvre toutes les études et plans d'exécution nécessaires à sa prestation. Les plans d'exécution de chaque entrepreneur devront, dans leur forme définitive, indiquer les ouvrages des autres corps d'état auxquels ils se rattachent.</p> <p>Fourniture d'échantillons et modèles</p> <p>Avant toute exécution, l'entrepreneur devra pouvoir présenter au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage des échantillons des matériaux qu'il compte utiliser pour accord définitif, ainsi que les avis techniques et documentations y afférant.</p>		
13.1.5	<p>Réalisation de la prestation de chaque entrepreneur</p> <p>État des lieux au début de la prestation</p> <p>Le fait de commencer les travaux suppose que l'entrepreneur accepte les lieux et les ouvrages, sur et contre lesquels il doit intervenir, tels qu'ils sont. Il devra, pour éviter tout conflit avec les autres corps d'état, réceptionner les ouvrages sur lesquels il aura à travailler. S'il a des réserves à formuler, il devra en demander l'inscription auprès du maître d'œuvre, avant tout commencement de travaux. Passé ce délai, sa réclamation sera jugée irrecevable et les ouvrages sur et contre lesquels il intervient seront réputés réceptionnés.</p> <p>Respect des normes et règlements</p> <p>L'exécution de l'ensemble des ouvrages devra répondre aux spécifications des Documents Techniques Unifiés de la Réglementation Française, en vigueur à la date prévue pour la remise des offres, ainsi qu'aux normes Françaises de l'AFNOR, aux règles techniques du bâtiment, aux règles d'ordre public, administratif ou d'intérêt général et règlements de sécurité. Tous les éléments techniques ne relevant pas d'une exécution traditionnelle ou présentant suivant les documents techniques unifiés une obligation de classement, auront préalablement à leur mise en œuvre, été l'objet d'un avis technique du CSTB Français. En l'absence d'avis technique, l'entrepreneur supportera tous les frais des épreuves et essais utiles.</p> <p>Qualité des travaux - Conformité</p> <p>Les entrepreneurs s'engagent à exécuter tous les travaux nécessaires à la perfection de l'ouvrage, de manière que celui-ci, par rapport à l'état actuel des connaissances, présente tous les éléments de stabilité et de durée, ainsi que toutes les conditions d'achèvement nécessaires et qu'ils soient en tous points conformes aux règles de l'art et aux règles de sa profession. À la demande du maître d'ouvrage, il pourra être procédé à tous les essais et toutes les vérifications jugées nécessaires. Les résultats seront consignés dans un rapport.</p> <p>Respect des plans</p> <p>Toutes les dispositions précisées au présent CCTP doivent être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux et appareils, que le mode de construction, les dimensions, formes et dispositions d'ouvrages. Au cas où l'entrepreneur modifierait de sa propre initiative des dispositions</p>		
SOPHIE PROT ARCHITECTURE			
Edition du 17/03/2024			
Page 3/12			



Code	Désignation
	<p>prévues au présent CCTP, il se verrait dans l'obligation de remettre les ouvrages en conformité à ses frais. L'entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes et s'assurer de leur concordance dans les différents plans, avant tout commencement d'exécution. Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans. En cas d'erreur, d'insuffisance ou manque de côtes, l'entrepreneur devra en référer au maître d'œuvre, qui fera lui-même les mises au point ou rectifications nécessaires.</p> <p>Obligation d'achèvement des ouvrages</p> <p>Il est précisé que du caractère forfaitaire du marché, naît pour l'entrepreneur l'obligation d'exécuter tous les ouvrages nécessaires à la perfection de l'ouvrage, et ce conformément aux stipulations des documents contractuels, aux règles de l'art et règlements en vigueur. L'entrepreneur ne pourra s'appuyer sur ce que les indications des plans et du CCTP pourraient présenter d'incomplet ou de contradictoire, ni sur les omissions éventuelles des plans et devis pour laisser les ouvrages inachevés.</p> <p>Matériaux, appareils et ouvrages défectueux</p> <p>Tous les matériaux mis en œuvre devront être neufs, sains et en bon état, n'avoir subi aucune déformation ni coups ou chocs, être prévus pour la destination à laquelle ils sont affectés et ne présenter aucun danger pour la sécurité et la santé des personnes. Ils devront être de première qualité et être garantis par un label de qualité. Ils devront répondre au moins aux critères de résistance et de réaction au feu suivantes : o classe M4 pour les sols ; o classe M2 pour les parois ; o classe M1 pour les plafonds. Les parements devront être exempts de défauts. Tous les matériaux mis en œuvre qui ne répondraient pas au minimum à ces exigences, ou qui ne seraient pas conformes aux échantillons présentés ainsi que tous les appareils défectueux devront être déposés par l'entrepreneur à ses frais, risques et périls, sans qu'il ne puisse de ce fait réclamer aucune indemnité à quelque titre que ce soit. Tous les matériaux n'ayant pas fait l'objet d'un constat de traditionalité et les éléments d'ouvrage dits de " Technique Nouvelle " devront posséder un Avis Technique du C.S.T.B. ou avoir fait l'objet d'une enquête spécialisée par un organisme agréé et avoir été acceptés par la C.I.P.I.B. (Commission de la Police Individuelle de Base). Dans le cas où cette condition ne serait pas remplie, il sera nécessaire, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, que l'entreprise concernée fournisse une police d'assurance souscrite spécialement pour l'opération et donnant les mêmes garanties (biennale et décennale) que les polices délivrées par le S.T.A.G. (Service Technique de l'Assurance Construction).</p> <p>Mise à disposition des matériaux et appareils</p> <p>Chaque entrepreneur devra maintenir sur le chantier les matériaux et appareils nécessaires à son ouvrage en quantité suffisante afin de respecter les délais qui lui sont impartis. Il devra veiller à obtenir du maître d'œuvre l'autorisation de passer commande des matériaux et appareils nécessaires à son intervention suffisamment à l'avance pour respecter le planning établi. Il sera responsable des conséquences financières des retards d'approvisionnement.</p> <p>Propriété des matériaux, appareils et des ouvrages</p> <p>Chaque entrepreneur reste propriétaire et responsable de ses matériaux et appareils et de ses ouvrages jusqu'à la réception du bâtiment par le maître d'ouvrage. Il s'engage donc à ne pas chercher la responsabilité du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage en cas de vols, dégradation ou détérioration.</p> <p>Saignées, trous, scellements et raccords</p> <p>Les trous, scellements, saignées, incorporations de trappe, grille ou virole seront exécutés par chaque entrepreneur du moment que le percement où scellement se fait sur ses ouvrages.</p> <p>Documents généraux de référence.</p> <p>Les dispositions générales définies ci-dessous, concernant la Réglementation et les Règles de l'Art, doivent toutes être respectées : - code de la construction et de l'habitation - code de l'urbanisme - normes françaises et européennes en vigueur, y compris NF DTU - règlement européen des produits de construction - règles professionnelles - Règles de mitoyenneté.</p> <p>13.1.6 Phase postérieure à la prestation de chaque entrepreneur</p> <p>Fourniture de plans de recollement</p> <p>À la suite de son intervention, l'entrepreneur remettra au maître d'œuvre, au moins trois semaines avant la réception, un dossier d'exécution soigneusement mis à jour comportant : - Plan de recollement - PV - Fiches techniques</p> <p>Ces plans devront être rigoureusement conformes aux ouvrages réalisés, c'est à dire, tenir compte des modifications apportées sur le chantier en cours de travaux. L'expédition comprendra également toutes les notices de fonctionnement, catégories des pièces détachées, ... Ce dossier comprendra également tous les certificats de garantie des appareils, toutes les notices de fonctionnement "fournisseurs".</p> <p>Fourniture de certificats de conformité</p>



Code

Désignation

L'entrepreneur devra au moment opportun et de son propre chef effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents afin d'obtenir, en temps voulu, la mise en service des installations. Il devra se procurer et remplir les formulaires nécessaires, les faire signer par le maître d'ouvrage et les remettre aux services intéressés. Il devra se soumettre à toutes les vérifications des services officiels intéressés et ceux des compagnies concessionnaires, il devra fournir tous les documents, toutes les pièces justificatives demandées afin d'obtenir les certificats de conformité. Il devra transmettre au maître d'ouvrage une copie de ses échanges avec les services compétents et l'original des certificats de conformité obtenus.

Contrôle technique des ouvrages (AQC)

Chaque entrepreneur doit effectuer les essais et vérifications de fonctionnement de ses ouvrages et installations, tels que prévus dans les documents techniques AQC. Il rédigera les procès-verbaux correspondants et les adressera pour examen au maître d'œuvre.

Réception des travaux

Les opérations préalables à la réception comprennent plusieurs visites, échelonnées suivant un programme établi par le maître d'œuvre :

- Pré-réception intérieures et extérieures ;
- Levée des réserves de la pré-réception ;
- Visite officielle de réception après levée de toutes les réserves.

Réserves

Dans le cas où des réserves seraient signalées à la réception des travaux, ou par lettre recommandée au cours du délai de garantie contractuel, et ne seraient pas levées dans le mois qui suivrait, le maître d'ouvrage sera autorisé de plein droit dans les 15 jours à compter de l'accusé de réception d'une mise en demeure à l'entrepreneur par lettre recommandée, et sans aucune autre formalité, à faire effectuer par un entrepreneur de son choix tous les travaux nécessaires liés à ces réserves, pour la mise en conformité des ouvrages, conformément aux règles de l'art. Le montant de ces travaux sera réglé par prélèvement sur le compte de la retenue de garantie, ou de la caution bancaire de l'entrepreneur dans la mesure où son montant s'avère suffisant. Les travaux exécutés ne dégageront pas pour autant l'entrepreneur défaillant de sa responsabilité de garantie de parfait achèvement et de sa garantie décennale.

<div></div> <div>SOPHIE PROT</div>		R01 - Rénovation d'une boulangerie 45340 BEAUNE-LA-ROLANDE	CCTP - Lot n°13 ELECTRICITE DCE - Edition du 17/03/2024
Code	Désignation		
13.2	DESCRIPTION DES OUVRAGES		
13.2.1	INSTALLATION DE CHANTIER, ETUDES		
13.2.1.1	Études du lot Plans EXE, synthèse, détails Plans DOE. Amené et repli de matériel. Implantation des ouvrages.		
13.2.2	ELECTICITE CFO		
13.2.2.1	Dépose des installations existantes L'entreprise du présent lot aura à sa charge la dépose de l'appareillage et des canalisations électriques des locaux à aménager. Cette dépose comprend l'enlèvement du chantier. Les bouchages et raccords de tous les percements et saignées consécutifs à la dépose sont à la charge du lot gros œuvre. Le nettoyage complet sera réalisé par l'entreprise du présent lot au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Localisation : <i>Suivant plan</i> .		
13.2.2.2	Installation provisoire de chantier L'entreprise du présent lot aura à sa charge la mise en œuvre d'un branchement provisoire de 4 prises avec terre, protégée par un disjoncteur différentiel 30 mA et un arrêt d'urgence du type coup de poing, l'ensemble relié à la terre. La mise à la terre de l'installation provisoire de chantier sera faite en conformité avec le décret du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Localisation : <i>Suivant plan</i> .		
13.2.2.3	Alimentation générale L'entrepreneur devra, à partir du tableau de comptage existant situé dans le local spécifique, l'alimentation, la pose et le raccordement du disjoncteur de branchement à l'armoire principale TGBT (Tableau Général de distribution Basse Tension) sera située dans ce même local. Disjoncteur de branchement Le raccordement se fera par l'intermédiaire d'un disjoncteur de branchement homologué EDF, de marque MERLIN GERIN, type COMPACT ou techniquement équivalent (cette prestation sera exclus si disjoncteur déjà présent). Liaisons électriques L'entrepreneur devra réaliser les liaisons électriques entre les bornes du coffret comptage, et le disjoncteur de branchement et l'interrupteur général du TGBT du local électricité. Les liaisons de puissance seront réalisées selon les normes en vigueur. Localisation : <i>Suivant plan</i> .		
13.2.2.4	Prise de terre / équipotentialité des masses Prise de terre La prise de terre sera réalisée par une câblette cuivre nu puis câblette sera raccordée à une barrette à coupure visible réglementaire permettant d'effectuer les mesures de résistance. La liaison entre la barrette de mesure et la borne de terre du tableau général sera réalisée en fils HO7V d'au moins 16mm² de section sous conduit. La prise de terre présentera une résistance inférieure à 100 ohms en toutes circonstances. Dans le cas où cette valeur ne pourrait être atteinte, il serait nécessaire de reconsidérer le calibrage du relais différentiel de protection générale en fonction de la valeur effective de la prise de terre. Liaison équipotentielle générale L'entreprise devra réaliser une liaison équipotentielle principale, conformément à l'article 413.1.2 de la NF C 15-100. Cette liaison concernera le conducteur principal de protection, les canalisations d'eau, de gaz, de chauffage et les éléments métalliques de la construction. Liaison équipotentielle secondaire Des liaisons équipotentielles supplémentaires seront mises en œuvre dans les locaux sanitaires et les salles d'eau et concerneront : les canalisations d'eau chaude, eau froide et les vidanges, les éléments métalliques simultanément accessibles. Localisation : <i>Suivant plan</i> .		
13.2.2.5	Armoire électrique L'enveloppe de l'armoire électrique présentera un indice de protection IP compatible avec son environnement et sera équipée d'une porte fermant à clé. Coffrets de type Prisma G ou équivalent. La dimension de l'enveloppe de l'armoire permettre l'adjonction à l'intérieur de 30% du nombre d'organes de protection initialement raccordés. L'ensemble des matériels mis en œuvre pour la constitution des armoires électriques, devra satisfaire à l'essai au fil incandescent 750°C. Les calibres et sensibilités des appareils de protection devront permettre d'obtenir une sélectivité verticale convenable. Il est précisé que les protections seront assurées par des disjoncteurs. Les fusibles seront proscrits. Les circuits prises de courant tous usages seront assurés par des dispositifs différentiels à courant résiduel haute sensibilité (30mA) et les circuits éclairage par des disjoncteurs différentiels 300mA. Les éclairages seront alimentés par au moins 2 circuits protégés sélectivement contre les surintensités et contre les contacts directs. Un schéma de l'armoire et un plan d'implantation seront établis, conformément au câblage, chaque départ sera identifié (reprise, calibre, section du câble, libellé).		
SOPHIE PROT ARCHITECTURE			
Edition du 17/03/2024			
Page 6/12			

Page 7/12



Code

Désignation


13.2.2.8

Appareillage**Description**

L'entrepreneur devra fournir, poser et raccorder l'appareillages électriques : prise, interrupteur, sorti de câble, points lumineux, etc... ainsi que tous travaux et fournitures d'accessoires.

Caractéristiques générales

MAGASIN		
EQUIPEMENTS	SPECIFICATIONS	PLAN
Eclairage		
10 spots orientables arrière linéaire 12W led	-	
10 spots dessus linéaire 15W led	-	
8 spots devanture 12 W led	-	
1 coffret de report de commande éclairage	-	
3 blocs secours		
Puissance		
Façade		
1 coupure pompier	Monophasé	
2 alimentations d'enseigne en attente	Monophasé	
3 alimentations store intérieur	Monophasé	
2 PC haute pour décoration	Monophasé	
2 alimentations porte automatique	Monophasé	
2 rideaux d'air chaud avec commande en armoire	Monophasé	
Boutique Forces		
8 PC sur 4 Depart	Monophasé	
1 alimentation panetière	Monophasé	
1 alimentation tour	Monophasé	
1 alimentation vitrine murale	Monophasé	
1 PC mono coupeuse	Monophasé	
1 alimentation portail motorisé Magasin-Fournil	Monophasé	
2 alimentations comptoir PC	Monophasé	
1 alimentation comptoir éclairage	Monophasé	
2 alimentations force groupe Tétra	Réf : Unité hermetique TAJ4519 / Tétra	
3 PC tétra	Tétra	
8 PC mono	-	
6 PC service	-	
1 alim climatisation 9KW	-	
Courant Faible		
5 alimentations RJ depuis le bureau PTT et CB		

<div></div> <div>SOPHIE PROT</div>		R01 - Rénovation d'une boulangerie 45340 BEAUNE-LA-ROLANDE	CCTP - Lot n°13 ELECTRICITE DCE - Edition du 17/03/2024
Code	Désignation		
	FOURNIL		
	EQUIPEMENTS	SPECIFICATIONS	PLAN
	Eclairage		
	10 caissons led étanches 36W	-	
	2 inters va et vient	-	
	2 blocs secours	-	
	Puissance		
	1 PC tétra pétrin Spirale 120 (SPI 100)	Réf: VMI Genius 120 DIGY / Tétra	SPI 100
	1 PC tétra pétrin Spirale 50 (SPI 45)	Réf : Sigma Redline 50 / Tétra	SPI 50
	1 PC tétra Doseur	Tétra	
	1 PC refroidisseur d'eau	Réf : COOL Water CWC100 / Monophasé	
	3 PC service	Monophasé	
	2 PC monophasé	Monophasé	
	1 PC triphasé	Tétra	
	1 PC tétra façonneuse	Tétra	
	1 PC tétra balancelle	Tétra	
	1 PC tétra diviseuse	Réf: Panirecord PC20 / Tétra	
	1 alimentation tétra four 48KW	Tétra	
	1 alimentation tétra chambre froide positive 11m3	Tétra	
	1 alimentation armoire de fermentation	Réf : Panimatic P27 / Monophasé	
1 alimentation mono adoucisseur	Monophasé		

SOPHIE PROT ARCHITECTURE

Edition du 17/03/2024

Page 9/12



Code	Désignation



Code

Désignation

2 Vestiaires + Sanitaire Homme et Femme


EQUIPEMENTS	SPECIFICATIONS	PLAN
Eclairage		
2 hublots radar wc	-	
2 hublots radar vestiaire	-	
1 hublots radar sas	-	
1 hublot radar douche	-	
5 blocs secours	-	
Puissance		
3 PC service	Monophasé	
1 alimentation ballon	Monophasé	
1 alimentation vmc	Monophasé	

Divers : LOCAL ELEC. / RESERVE SECHE / ESCALIER ETAGE

EQUIPEMENTS	SPECIFICATIONS	PLAN
Eclairage		
1 éclairage led	-	
1 interrupteur	-	
Puissance		
3 alimentations extraction	Monophasé	
1 PC mono service	Monophasé	
1 alimentation compensation	Monophasé	

Bureau

EQUIPEMENTS	SPECIFICATIONS	PLAN
Eclairage		
4 spots led	-	
1 interrupteur	-	
1 bloc secours		
Puissance		
5 PC 10/16T	Monophasé	
1 alimentation convecteur	Monophasé	
Courant Faible		
2 RJ 45		

 SOPHIE PROT		R01 - Rénovation d'une boulangerie 45340 BEAUNE-LA-ROLANDE	CCTP - Lot n°13 ELECTRICITE DCE - Edition du 17/03/2024
Code	Désignation		
	Localisation : Suivant plan .		
13.2.3	ELECTICITE CFA		
13.2.3.1	Tableau de communication Le tableau de communication identifier sur le plan centraliser la Box et ses accessoires dans sa zone attenante. Il est donc composé : - Un Coffret de dimension 250x250 mm avec porte, - D'un emplacement pour le DT1o (arrivée de la Fibre Optique) sur le rail DIN, - D'un bandeau de distribution équipé de 4 connecteurs RJ45 blindés de Grade 3TV, évolutif jusqu'à 8 prises de communication, - Une Zone Attenante solidaire au coffret avec un 1PC prévus pour recevoir la box Localisation : Suivant plan .		
13.2.3.2	Prises RJ45 Les prises de communication seront au format RJ45 Grade 3TV blindées 9 contacts (Cat 6A). Les prises seront raccordées selon la convention de câblage internationale EIA TIA 568 B. Localisation : Suivant plan : dans le bureaux		
13.2.4	SECURITE INCENDIE		
13.2.4.1	Éclairage de sécurité L'éclairage de sécurité sera de type C. Il sera réalisé par blocs autonomes de sécurité conforme aux normes NF C 71.800 et 801, homologués NF AEAS, testable, secteur présent, et équipé d'un bloc batterie interchangeable sans nécessité de dépose du bloc ou de coupure secteur. Ces blocs autonomes à mettre en œuvre seront du type bloc autonome de balisage saillie ou encastré, flux lumineux 60lm. Un boîtier de télécommande permettant la mise au repos des blocs autonomes sera installé dans le tableau général B.T. L'équipement de télécommande sera du type modulaire. La distribution sera conforme à l'alinéa "Distribution". Localisation : Suivant plan .		
13.2.4.2	Équipement d'alarme L'équipement d'alarme sera conforme à la norme NF S 61.936 et réalisé par coffret d'alarme équipé d'un haut-parleur émetteur de son AFNOR NF S 32.001, d'un déclencheur manuel et d'un test de charge. Une attestation de mise en service et de bon fonctionnement sera à produire par l'installateur en fin de travaux. Localisation : Suivant plan .		
SOPHIE PROT ARCHITECTURE			
Edition du 17/03/2024			
Page 12/12			